

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DES TERRITOIRES RURAUX - COMMERCE DE PROXIMITÉ -  
CONTRATS RURAUX - PNR- PVD - 5ÈME RAPPORT 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	7
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	13
<a href="#">Annexe 1 : Fiches projets commerces de proximité</a>	14
<a href="#">Annexe 2 : Fiche-projet réaffectation commerce</a>	63
<a href="#">Annexe 3 : Tableau récapitulatif COR</a>	66
<a href="#">Annexe 4 : Fiches projets COR</a>	68
<a href="#">Annexe 5 : Avenant CoR</a>	113
<a href="#">Annexe 6 : Convention enquête publique VEXIN</a>	116
<a href="#">Annexe 7 : Fiche projet Petites Villes de Demain</a>	125

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport aborde plusieurs volets de la politique menée en matière de ruralité avec des soutiens proposés pour la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, les contrats ruraux, les parcs naturels régionaux et les petites villes de demain.

### 1. Sur le volet des commerces de proximité

#### 1.1 Affectations au titre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural

Le dispositif destiné à sauvegarder les commerces de proximité en milieu rural constitue une des mesures phare du volet économique du Pacte rural, il comprend trois types d'aides à l'investissement :

- une aide régionale s'adressant aux entreprises qui a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise des commerces de proximité dans les territoires ruraux. Cette aide est mobilisable par les commerces de proximité (boulangeries, traiteurs/charcuteries, bars...);
- une aide régionale dédiée aux communes et EPCI ruraux visant à soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité et/ou à sauver le dernier commerce ;
- une aide régionale spécifiquement adaptée aux centres bourg : la « Boutique d'un jour » qui permet d'accompagner les collectivités rurales à la fois dans l'acquisition d'un local commercial adapté, mais aussi dans le financement de son aménagement et de ses équipements, modulables de façon à permettre à des commerçants et artisans aux activités variées de proposer à tour de rôle leurs services ou produits tout au long de la semaine avec les fonctionnalités nécessaires.

Au titre de ce rapport, il est proposé de soutenir 24 projets, dont 19 portés par des commerçants et 5 par des communes rurales, pour un montant global de **901 940 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300103 « Sauvegarde des commerces de proximité ».

Ces fiches projets sont présentées en annexe 1 à la délibération.

À noter que sur ces 24 opérations, 4 d'entre elles sont localisées dans les territoires des PNR du Vexin français et Oise-Pays de France pour un soutien d'un montant total de 101 178 €.

#### 1.2 Réaffectation d'une subvention à la suite d'une erreur matérielle imputable aux services de l'administration régionale

Suite à une erreur matérielle, entraînant la caducité de la subvention adoptée par délibération n° CP 2019-196 du 22 mai 2019 en faveur du salon de coiffure « L'atelier Co », situé dans la commune rurale des Essarts-Le-Roi (78), il est proposé de réaffecter un montant de **6 454 €** d'autorisations de programme (soit le montant correspondant à l'assiette de subvention réelle du projet) disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400103 « Sauvegarde des commerces de proximité ».

La fiche-projet modifiée figure en annexe 2 de la délibération.

## **2. Sur le volet des Nouveaux contrats ruraux (CoR)**

### **2.1 Conclusion de 10 CoR et affectations correspondantes**

Il est proposé de conclure 10 CoR (délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022) comprenant 22 opérations et d'affecter un montant global d'autorisations de programme de **1 630 041,27 €** (soit le montant global prévisionnel de la dotation régionale, conformément au tableau figurant en annexe 3), disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400104 « Contrats ruraux ».

Les opérations concernées sont inscrites dans les CoR des collectivités suivantes, situées :

En Seine-et-Marne (77) : communes de Beton-Bazoches et de Montenils.

Dans les Yvelines (78) : communes de Bazemont et de Châteaufort.

En Essonne (91) : communes d'Auvernaux, de Saclas, de Torfou et du Syndicat intercommunal à vocation unique (SIRP) du Plateau.

Dans le Val d'Oise (95) : communes de Santeuil et de Théméricourt.

Les fiches projets correspondantes figurent en annexe 4 à la délibération.

Pour permettre les affectations du présent rapport au titre du dispositif « Nouveau contrat rural », et afin d'abonder le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400104 « Contrats ruraux », il est nécessaire de procéder à un transfert d'autorisations de programme de 479 306,80 € disponibles :

- D'une part à hauteur de 424 650 € à partir du chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400101 « Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural », du budget 2023 ;
- Et d'autre part à hauteur de 54 656,80 € disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300103 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2023.

### **2.2 Avenant à un contrat rural**

Un avenant au nouveau contrat rural de la commune d'Oncy-sur-École (91) est proposé en annexe 5 à la délibération en vue de proroger sa validité d'une année supplémentaire afin de permettre sa bonne exécution et le mener à terme. (contrat adopté par délibération n° CP 2020-340 du 23 septembre 2020).

### 2.3 . Renoncement à un contrat rural

Ceci concerne la commune du Plessis-Placy (77) qui a bénéficié d'un nouveau contrat rural (CoR) approuvé par délibération n° CP 2019-333 du 18 septembre 2019. Ce contrat comportait 2 opérations affectant un montant total d'autorisations de programme de 148 000 €.

Par délibération du 27 mars 2023, la commune a annoncé être contrainte à surseoir à l'exécution de l'opération concernant le « réaménagement de l'école » (19007310) ne pouvant supporter la hausse des prix. Elle demande l'annulation de la subvention, celle-ci ne pouvant réaliser le projet dans les conditions pour laquelle l'aide a été attribuée.

Aussi, il convient de procéder à la désaffectation correspondante de 80 500 € affectée sur le budget 2019.

## 3. Sur le volet des parcs naturels régionaux

La Région a initié la procédure de renouvellement du classement du PNR du Vexin français dès 2019, par délibération n° CR 2019-006 qui en a défini les modalités et confié la mise en œuvre au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR du Vexin. L'enquête publique constitue une étape obligatoire de la procédure de labellisation d'un parc naturel régional, tel qu'il est prévu à l'article R.333-6-1 du code de l'environnement.

Pour poursuivre la procédure de renouvellement de la labellisation du PNR du Vexin français, il est proposé d'affecter en deux temps les financements nécessaires à la réalisation de l'enquête publique du Parc.

Ce rapport mobilise ainsi une première affectation de **30 000 €** d'autorisations d'engagement, disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-002 (576002) « Parcs naturels régionaux », action 576002032 « Soutien au fonctionnement et actions des PNR », afin de réaliser l'enquête publique du PNR du Vexin français.

Cette première affectation correspond à la réalisation des actions suivantes :

- Communication (édition des dossiers d'enquête publique, affichage public) : 15 000 €
- Annonces légales : 15 000 €

Une deuxième affectation d'un montant équivalent sera proposée dans un deuxième temps.

La fiche-projet figure en annexe 6 à la délibération.

## 4. Sur le volet du dispositif Petites Villes de Demain

La région Île-de-France s'est engagée dans la mise en œuvre du programme national Petites villes de demain (PVD), en appui de la Banque des territoires. Lancé le 1<sup>er</sup> octobre 2020, ce programme vise la revitalisation des communes rurales de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralité au sein de leur territoire.

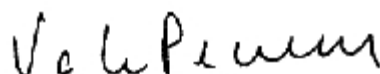
Dans le cadre de ce partenariat, la Région propose un dispositif de co-financement d'ingénierie territoriale sur l'enveloppe financière de la Banque des territoires aux 32 sites Petites villes de demain situés dans les départements de la Seine-et-Marne, des Yvelines et de l'Essonne.

A ce titre, il est proposé de soutenir la commune de Brie-Comte-Robert (77), collectivité lauréate, pour la réalisation d'une étude et d'affecter **9 987 €** d'autorisations de programme, disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400101 « Fonds d'aménagement rural ».

La fiche-projet correspondante est présentée en annexe 7 à la délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

**VALÉRIE PÉCRESE**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION

### DU 21 SEPTEMBRE 2023

#### POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DES TERRITOIRES RURAUX - COMMERCES DE PROXIMITÉ - CONTRATS RURAUX - PNR- PVD - 5ÈME RAPPORT 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

**VU** le règlement (UE) n°800/2008 de la Commission européenne publié au JOUE du 9 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun adopté en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie) ;

**VU** le régime cadre exempté de notification N° SA.100189 (ex SA59106) relatif aux aides en faveur de l'investissement des PME adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 publié au JOUE du 07/07/2020 et 2021/1237 publié au JOUE du 29/07/2021 ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

**VU** le décret du 30 juillet 2008 portant classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

**VU** le décret n° 2017-1156 du 10 juillet 2017 relatif aux parcs naturels régionaux ;

**VU** le décret n° 2018-752 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

**VU** la délibération n° CR 125-07 du 16 novembre 2007 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 09-16 du 17 mars 2016 portant doublement des aides aux territoires ruraux ;

**VU** la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée portant mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et contribution des parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural ;

**VU** la délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 portant affectations pour la mise en œuvre de la politique contractuelle et aux dispositions pour achèvement d'opérations diverses en faveur des territoires ruraux - Troisième affectation 2016 ;

**VU** la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 portant approbation du nouveau contrat rural (CoR) ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CP 2018-112 du 16 mars 2018 relative aux nouveaux contrats ruraux – décisions Affectations sur les dispositifs nouveaux contrats ruraux, fonds régional d'intervention exceptionnelle ;

**VU** la délibération n° CP 2018-505 du 21 novembre 2018 relative aux nouveaux contrats ruraux - Sixième affectation sur le dispositif pour 2018 ;

**VU** la délibération n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux et anciens dispositifs ruraux – Première affectation 2019 ;

**VU** la délibération n° CR 2019-006 du 20 mars 2019 relative au Parc naturel régional du Vexin français : engagement de la procédure de renouvellement de classement ;

**VU** la délibération n° CP 2019-169 du 22 mai 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux Troisième affectation 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2019-196 du 22 mai 2019 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural

**VU** la délibération n° CP 2019-297 du 3 juillet 2019 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : 3<sup>ème</sup> affectation 2019 - Modification du règlement d'intervention - Réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole : règlement d'intervention ;

**VU** la délibération n° CP 2019-333 du 18 septembre 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux – cinquième affectation de 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2019-455 du 20 novembre 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux – sixième affectation de 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-011 du 31 janvier 2020 relative aux contrats ruraux : anciens et nouveaux dispositifs - Avenant – 1<sup>ère</sup> affectation 2020 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et frais de gestion 1<sup>ère</sup> affectation, convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

**VU** la délibération n° CP 2020-091 du 4 mars 2020 relative aux contrats ruraux : Nouveaux dispositifs - Avenant – 2<sup>ème</sup> rapport 2020 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-173 du 27 mai 2020 relative aux contrats ruraux : Nouveaux dispositifs – Avenants - 3<sup>ème</sup> rapport de l'année 2020 - Commerces de proximité en milieu rural : 2<sup>ème</sup> affectation 2020 – Acquisition de la ferme de Beaurain au Mesnil-Saint-Denis ;

**VU** la délibération CP 2020-340 du 23 septembre 2020 contrats ruraux : avenants et 5<sup>ème</sup> affectation 2020 (relatif à l'avenant type 2 convention type COR) ;

**VU** la délibération n° CP 2021-012 du 21 janvier 2021 relative aux contrats ruraux : ancien et nouveau dispositif, avenants et 1<sup>ères</sup> affectations 2021 ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;



**VU** la délibération n° CR 2021-052 du 21 juillet 2021 « Lutter contre les fractures »

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) et contrat régional territorial (CRT) : 4<sup>ème</sup> affectation pour 2021 et avenant – signalétique régionale ;

**VU** la délibération n° CP 2021-500 du 19 novembre 2021 approuvant le partenariat entre le conseil régional d'Île-de-France et la Caisse des dépôts et consignations pour la mise en œuvre du programme national Petites villes de demain ;

**VU** la délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022 portant modification du règlement d'intervention du nouveau contrat rural (CoR) ;

**VU** la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant approbation du contrat de plan État-Région 2021-2027 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-047 du 6 juillet 2022 portant adoption du référentiel budgétaire et comptable M57 et expérimentation du compte financier unique (CFU) ;

**VU** la délibération n° CP 2022-348 du 23 septembre 2022 relative aux affectations pour les commerces de proximité, Contrats ruraux (COR), Petites villes de demain et filières bois-biosourcés – Approbation d'une charte forestière ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2023-155 du 1<sup>er</sup> juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

**VU** la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2022 signée le 11 décembre 2015 et ses avenants ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission de la ruralité, du commerce et de l'artisanat ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

**VU** le rapport n°CP 2023-297 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide de participer, au titre du dispositif « **Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural** », au financement des projets portés par des entreprises, détaillés en annexe1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 562 817 €.

Décide de participer, au titre du dispositif « **Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural** », au financement des projets portés par des communes, détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 339 123 €.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur ou égal à 23 000 € à la signature avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant total de **901 940 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400103 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2023.

#### **Article 2 :**

Décide, au titre du dispositif « **Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural** », de réaffecter la subvention attribuée par délibération n° CP 2019-196 du 22 mai 2019 susvisée, à « L'ATELIER CO » implanté dans la commune rurale des Essarts-Le-Roi (78) pour la modernisation et la mise aux normes d'un salon de coiffure (dossier EX044627), conformément à la fiche-projet figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte, **6 454 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400103 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2023.

#### **Article 3 :**

Décide au titre du dispositif « **Nouveau contrat rural** » :

- d'une part, de conclure avec chaque collectivité citée dans le tableau récapitulatif figurant en annexe 3 à la présente délibération, pour les opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 4 à la présente délibération, un contrat rural conforme au nouveau contrat rural type approuvé par délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022 susvisée ;
- d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 4 à la présente délibération et inscrites dans les nouveaux contrats ruraux définis ci-dessus, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel 1 630 041,27 €.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque collectivité maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par

délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant total de **1 630 041,27 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400104 « Contrats ruraux », du budget 2023.

**Article 4 :**

Approuve l'avenant au nouveau contrat rural concernant la commune d'Oncy-sur-Ecole (91) figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 5 :**

Décide d'annuler la subvention n° 19007310 attribuée par délibération n° CP 2019-333 du 18 septembre 2019 susvisée à la commune du Plessis-Placy d'un montant de 80 500 €.

Désaffecte en conséquence le montant d'autorisation de programme de 80 500 € du chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400104 « Contrats ruraux », budget 2019.

**Article 6 :**

Décide, au titre du dispositif « **Soutien aux parcs naturels régionaux** », de participer au financement de l'action détaillée en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution au Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Vexin français d'une subvention d'un montant total maximum de 30 000 €.

Affecte au titre du programme d'actions 2023 en faveur du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Vexin français une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-002 (576002) « Parcs naturels régionaux », action 576002032 « Soutien au fonctionnement et actions des PNR », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2303 « PNR ».

**Article 7 :**

Décide, au titre du dispositif « **Petites villes de demain** », de participer au financement du projet détaillé en annexe 7 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 9 987 €.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **9 987 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400101 « Fonds d'aménagement rural », du budget 2023.

**Article 8 :**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets figurant en annexes 1, 4 et 7 à la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 : Fiches projets commerces de proximité**

**DOSSIER N° EX074336 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - Aménagement d'un local commercial en restaurant - FAREMOUTIERS (77)**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	598 875,52 € HT	25,05 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE FAREMOUTIERS

Adresse administrative : AVENUE VICTOR MASSOUL  
77515 FAREMOUTIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Nicolas CAUX, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Aménagement d'un local commercial en restaurant.

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commercer les travaux, dès le mois de septembre 2023, avant la commission permanente.

**Description :**

La commune de Faremoutiers (3 018 habitants) a fait l'acquisition d'un local commercial qu'elle souhaite réhabiliter en vue de l'ouverture d'un restaurant traditionnel. Ce projet permettra de renforcer l'attractivité de son territoire et de diversifier l'offre proposée aux habitants ainsi qu'aux salariés des entreprises et commerces implantés sur son secteur.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 598 875,52 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de subvention de 150 000 € (montant plafonné).

**Localisation géographique :**  
🏠 FAREMOUTIERS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	503 680,00	84,10%
Etudes et prestations de services	95 195,52	15,90%
Total	598 875,52	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds d'aménagement communal	250 000,00	41,74%
Subvention Région	150 000,00	25,05%
Autofinancement	198 875,52	33,21%
Total	598 875,52	100,00%



**DOSSIER N° EX075272 - Boutique d'un Jour - Acquisition et réhabilitation d'un local en vue de l'ouverture d'une boutique éphémère - COMMUNE DE NEMOURS (77)**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	122 099,10 € HT	60,00 %	73 259,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		73 259,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE NEMOURS  
Adresse administrative : 39 RUE DU DOCTEUR CHOPY  
77140 NEMOURS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame Valérie LACROUTE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition et réhabilitation d'un local en vue de l'ouverture d'une boutique éphémère.

**Dates prévisionnelles** : 16 novembre 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par l'intégration du coût d'acquisition du foncier, proratisé en fonction de la surface commerciale. La date de début de projet correspond à la date de signature de l'acte authentique.

**Description :**

La commune de Nemours (13 109 habitants) exploite actuellement une boutique éphémère, la "P'tite Boutique", dans un local commercial situé au 30 rue Gauthier 1er, qui rencontre un grand succès depuis son lancement en 2020. Elle accueille des commerces de différentes activités (commerces de bouche, de prêt-à-porter, de vente de bijoux...) et complète l'offre sédentaire notamment sur les périodes stratégiques de l'année telles que les soldes, les périodes de rentrées et les fêtes de fin d'année.

Le local va faire l'objet d'une totale réhabilitation commerciale en restaurant pour une ouverture fin 2024.

La commune, souhaitant maintenir l'existence d'une boutique éphémère sur son territoire, a acquis le 16 novembre 2022 un immeuble situé au 30 rue Gauthier 1er, dont le rez-de chaussée comprend un espace commercial de 36 m². Elle souhaite rénover et aménager ce nouveau local pour y installer la "P'tite Boutique".

Les travaux comprennent la mise aux normes électriques, le remplacement intégral de la vitrine et les aménagements intérieurs.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 122 099,10 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 60 %, soit un montant maximum de 73 259 €.

**Localisation géographique :**

 NEMOURS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	60 570,00	49,61%
Achats de matériels, équipements et travaux	61 529,10	50,39%
Total	122 099,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	73 259,00	60,00%
Autofinancement	48 840,10	40,00%
Total	122 099,10	100,00%

**DOSSIER N° EX075537 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - Création d'un parking pour la clientèle des commerces de proximité - SAGY (95)**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	71 143,00 € HT	50,00 %	35 572,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		35 572,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SAGY

Adresse administrative : 1 RUE DE LA MAIRIE  
95450 SAGY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur GUY PARIS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Création d'un parking pour la clientèle des commerces de proximité.

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité d'engager les travaux à l'issue de la période estivale, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

La commune de Sagy (1 125 habitants) dispose en centre-ville de 3 commerces de proximité situés sur la Grand-Place : une boucherie-charcuterie, une boulangerie-pâtisserie et un café-restaurant.

L'activité grandissante de ces 3 commerces pose régulièrement des problèmes de stationnement gênant, voire dangereux, sur le secteur.

Pour y remédier, la commune souhaite aménager, à 50 m de la Grand-Place, une zone de stationnement en revêtement minéralisé de 110 m², réservée à la clientèle, comprenant 8 places, dont une pour les personnes à mobilité réduite.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 71 143 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 35 572 €.

**Localisation géographique :**

 SAGY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	71 143,00	100,00%
Total	71 143,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	35 572,00	50,00%
Autofinancement	35 571,00	50,00%
Total	71 143,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075925 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - Réhabilitation de la salle polyvalente en magasin alimentaire - PRESLES-EN-BRIE (77)**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	59 784,50 € HT	50,00 %	29 892,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		29 892,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE PRESLES-EN-BRIE

Adresse administrative : 6 RUE ABEL LEBLANC  
77220 PRESLES-EN-BRIE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Dominique RODRIGUEZ, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Réhabilitation de la salle polyvalente en magasin alimentaire.

**Dates prévisionnelles** : 21 juin 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commercer les travaux, dès le mois de juin 2023, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

La commune de Presles-en Brie (2 339 habitants) ne dispose que de 2 commerces, une boulangerie et un café-tabac-presse. Elle souhaite que ses habitants puissent avoir accès à une supérette proche de leur domicile.

L'opération consiste à réhabiliter l'ancienne salle polyvalente, jouxtant la boulangerie, en commerce alimentaire.

Le site dispose d'un parking existant et est situé à l'entrée de la commune.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 59 784,50 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 29 892 €.

**Localisation géographique :**

 PRESLES-EN-BRIE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	59 784,50	100,00%
Total	59 784,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	29 892,00	50,00%
Autofinancement	29 892,50	50,00%
Total	59 784,50	100,00%

**DOSSIER N° EX075931 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - Acquisition et réhabilitation d'un local aux fins de relocalisation de la boucherie - SEINE-PORT (77)**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 799,30 € HT	50,00 %	50 400,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 400,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SEINE-PORT

Adresse administrative : 7 BIS RUE DE MELUN  
77240 SEINE-PORT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur VINCENT PAUL-PETIT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition et réhabilitation d'un local aux fins de relocalisation de la boucherie.

**Dates prévisionnelles** : 19 juin 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le local commercial et commencer les travaux dès le mois de juin 2023, afin d'assurer le démarrage du projet, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

La commune de Seine-Port (1 883 habitants) a entrepris depuis 2008 de dynamiser le commerce de proximité afin de créer une offre de service locale et favoriser l'installation de professionnels sur son territoire.

Elle souhaite acquérir un local situé au 1 rue de la Seine, afin que la boucherie-charcuterie, dont l'activité est en plein essor, puisse s'y installer afin de bénéficier d'un espace plus adapté. Le gérant conserverait par ailleurs son local actuel pour poursuivre son activité spécifique de traiteur.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 100 799,30 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 50 400 €.

**Localisation géographique :**

 SEINE-PORT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	30 000,00	29,76%
Achats de matériels, équipements et travaux	67 099,30	66,57%
Achats d'études et prestations de services	3 700,00	3,67%
Total	100 799,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	50 400,00	50,00%
Autofinancement	50 399,30	50,00%
Total	100 799,30	100,00%



**DOSSIER N° EX075919 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - DB2V - Modernisation et rénovation du local commercial (Tabac et petite restauration)**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20415341-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	107 810,00 € HT	30,00 %	32 343,00 €
Montant total de la subvention			32 343,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DB2V

Adresse administrative : 9 RUE DU GENERAL LECLERC  
95410 GROSLAY

Statut Juridique : Société en Nom Collectif

Représentant : Monsieur VALENTIN DIRIL, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Modernisation et rénovation du local commercial (Tabac et petite restauration)

**Dates prévisionnelles** : 4 septembre 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux et l'acquisition des équipements, dès le début du mois de septembre 2023, avant la commission permanente.

**Description :**

Il s'agit d'un projet de rénovation et de modernisation d'un local commercial (distribution de tabac) dans la commune rurale de Groslay (8 474 habitants) dans le département du Val d'Oise.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles de 107 810 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 32 343 €.

**Localisation géographique :**

📍 GROSLAY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	107 810,00	100,00%
Total	107 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	75 467,00	70,00%
Subvention Région	32 343,00	30,00%
Total	107 810,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075920 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - L'ATELIER FRATELLI -  
Rénovation et modernisation d'un local commercial (restauration rapide)**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20415341-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	39 569,00 € HT	30,00 %	11 871,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		11 871,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : L'ATELIER FRATELLI

Adresse administrative : 22 RUE DE PARIS  
95270 CHAUMONTEL

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur CIMO YAKAN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Rénovation et modernisation d'un local commercial (restauration rapide)

**Dates prévisionnelles** : 5 septembre 2023 - 2 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux et l'acquisition des équipements, dès le début du mois de septembre 2023, avant la commission permanente.

**Description :**

Il s'agit d'un projet de rénovation et de mise aux normes d'un local commercial destiné à devenir un lieu de restauration rapide dans la commune rurale de Chaumontel (3 230 habitants) au sein du PNR Oise-Pays de France dans le département du Val d'Oise.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 39 569 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 11 871 €.

**Localisation géographique :**

■ CHAUMONTEL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	39 569,00	100,00%
Total	39 569,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	27 698,00	70,00%
Subvention Région	11 871,00	30,00%
Total	39 569,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075922 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - LES 3 FRERES -  
Rénovation et réaménagement d'un local commercial (Pizzeria)**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20415341-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	83 330,00 € HT	30,00 %	24 999,00 €
Montant total de la subvention			24 999,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LES 3 FRERES

Adresse administrative : 55 RUE DE PARIS  
95570 MOISSELLES

Statut Juridique : Société en Nom Collectif

Représentant : Monsieur CESAR SADI, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Rénovation et réaménagement d'un local commercial (Pizzeria)

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 2 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux et l'acquisition des équipements, dès le début du mois de septembre 2023, avant la commission permanente.

**Description :**

Il s'agit d'un projet de rénovation et réaménagement d'un local commercial en vue de l'installation d'une pizzeria située dans la commune rurale de Moisselles (1 264 habitants) dans le département du Val d'Oise.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 83 330 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 24 999 €.

**Localisation géographique :**

📍 MOISSELLES

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	83 330,00	100,00%
Total	83 330,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	58 331,00	70,00%
Subvention Région	24 999,00	30,00%
Total	83 330,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075928 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - JMW - Rénovation et modernisation du local commercial (tabac e petite restauration)**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20415341-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	148 213,50 € HT	30,00 %	44 464,00 €
Montant total de la subvention			44 464,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : JMW

Adresse administrative : 12 RUE JULES PICARD  
95660 CHAMPAGNE SUR OISE

Statut Juridique : Société en Nom Collectif

Représentant : Monsieur JEAN-MARC YAKAN, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Rénovation et modernisation du local commercial (tabac et petite restauration)

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 2 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux et l'acquisition des équipements, dès le début du mois de septembre 2023, avant la commission permanente.

**Description :**

Il s'agit d'un projet de modernisation d'un local commercial destiné à une activité de distribution de tabacs. Ce tabac se situe dans la commune rurale de Champagne-sur-Oise (5 019 habitants) au sein du PNR du Vexin dans le département du Val d'Oise.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 148 213,50 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 44 464 €.

**Localisation géographique :**

■ CHAMPAGNE-SUR-OISE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	148 213,50	100,00%
Total	148 213,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	103 749,50	70,00%
Subvention Région	44 464,00	30,00%
Total	148 213,50	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €



**DOSSIER N° EX074908 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - S.G. - Travaux de rénovation et acquisition d'équipements en vue de l'ouverture d'un restaurant**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	151 198,86 € HT	30,00 %	45 360,00 €
Montant total de la subvention			45 360,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : S G

Adresse administrative : 14 RUE DE PARIS  
95330 DOMONT

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Manuel DIRIL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux de rénovation et acquisition d'équipements en vue de l'ouverture d'un restaurant.

**Dates prévisionnelles** : 15 mai 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commercer les travaux et l'acquisition des équipements, dès le mois de mai, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux de rénovation au sein d'un ancien restaurant et d'acquérir des équipements professionnels en vue de l'ouverture d'un restaurant gastronomique situé dans la commune rurale de Bouffémont (6 654 habitants) dans le département du Val d'Oise.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 151 198,86 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 45 360 €.

**Localisation géographique :**

■ BOUFFEMONT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	151 198,86	100,00%
Total	151 198,86	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	105 838,86	70,00%
Subvention Région	45 360,00	30,00%
Total	151 198,86	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075107 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - MAEVA CAFE - Travaux de rénovation d'un bar et acquisition d'équipements**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	72 197,00 € HT	30,00 %	21 659,00 €
Montant total de la subvention			21 659,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MAEVA CAFE

Adresse administrative : 82 AVENUE PAUL VALERY  
95200 SARCELLES

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur JEAN PIERRE BIKHAN, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux de rénovation d'un bar et acquisition d'équipements.

**Dates prévisionnelles** : 25 mai 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commercer les travaux, dès le mois de mai 2023, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux de rénovation et d'acquérir des équipements professionnels dans le cadre de la reprise d'un bar situé dans la commune rurale d'Andilly (2 744 habitants) dans le département du Val d'Oise.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 72 197 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 21 659 €.

**Localisation géographique :**

📍 ANDILLY

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	72 197,00	100,00%
Total	72 197,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	50 538,00	70,00%
Subvention Région	21 659,00	30,00%
Total	72 197,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075149 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - SM PIZZA - Travaux de rénovation d'un local et acquisition d'équipements professionnels pour une pizzeria-restauration rapide**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	65 363,00 € HT	30,00 %	19 609,00 €
Montant total de la subvention			19 609,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SM PIZZA  
Adresse administrative : 50 RUE DE LA MARNE  
95460 EZANVILLE  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Monsieur MOHAMED SETTI, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux de rénovation d'un local et acquisition d'équipements professionnels pour une pizzeria-restauration rapide.

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de juin, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux de rénovation d'un local et d'acquérir des équipements professionnels en vue de la modernisation d'une pizzeria-restauration rapide, située dans la commune rurale d'Ezanville (9 651 habitants) dans le département du Val d'Oise.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 65 363 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 19 609 €.

**Localisation géographique :**

■ EZANVILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	65 363,00	100,00%	Autofinancement	45 754,00	70,00%
Total	65 363,00	100,00%	Subvention Région	19 609,00	30,00%
			Total	65 363,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075153 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - MELINA ESTHETIQUE  
- Travaux de rénovation et d'aménagement en vue de l'ouverture d'un salon de beauté**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	54 479,61 € HT	30,00 %	16 344,00 €
Montant total de la subvention			16 344,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MELINA ESTHETIQUE  
Adresse administrative : CENTRE COMMERCIAL DU PARC  
77150 LESIGNY  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Madame MELINA ESPEJO, Gérante

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux de rénovation et d'aménagement en vue de l'ouverture d'un salon de beauté.

**Dates prévisionnelles** : 30 juin 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commercer les travaux, dès la fin du mois de juin, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux d'aménagement et de rénovation d'un local en vue de l'ouverture d'un salon de beauté situé dans la commune rurale de Lesigny (7 242 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 54 479,61 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 16 344 €.

**Localisation géographique :**

📍 LESIGNY

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER : Hors CPER/Hors CPER**

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	54 479,61	100,00%
Total	54 479,61	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	38 135,61	70,00%
Subvention Région	16 344,00	30,00%
Total	54 479,61	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €



**DOSSIER N° EX075155 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - COIFFURE CORALIE CHAMPEAUX - Ouverture d'un salon de coiffure**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	69 377,45 € HT	30,80 %	21 373,00 €
Montant total de la subvention			21 373,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COIFFURE CORALIE CHAMPEAUX

Adresse administrative : 3 RUE DE LA FERRONNERIE  
77720 CHAMPEAUX

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : CORALIE LORENC, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Ouverture d'un salon de coiffure.

**Dates prévisionnelles** : 26 mai 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux et d'acquérir les équipements, dès le mois de mai, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux de réhabilitation d'un local commercial et d'acquérir des équipements professionnels en vue de l'ouverture d'un salon de coiffure situé dans la commune rurale de Champeaux (824 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne. La commune ne dispose plus de salon de coiffure sur son territoire depuis près de 5 ans, le dernier, faute de repreneur, ayant été transformé en habitation.

Ce projet est accompagné par la CMA de la Seine-et-Marne.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 21 373 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 68 577,45 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 20 573 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de Seine-et-Marne.

**Localisation géographique :** CHAMPEAUX**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	68 577,45	98,85%
Achats d'études et prestations de services	800,00	1,15%
Total	69 377,45	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	40 000,00	57,66%
Autofinancement	8 004,45	11,54%
Subvention Région	20 573,00	29,65%
Subvention Région (prestation ingénierie)	800,00	1,15%
Total	69 377,45	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075564 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - A.K.H MOTORS -  
Reprise du fonds de commerce d'un garage**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	100 800,00 € HT	30,55 %	30 800,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		30 800,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : A K H MOTORS  
Adresse administrative : 6 RUE DES MARAICHERS  
78970 MEZIERES SUR SEINE  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur ASJAD AKHTAR, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Reprise du fonds de commerce d'un garage.

**Dates prévisionnelles** : 7 juin 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le fonds de commerce dès le mois de juin, afin d'assurer le démarrage du projet avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'acquisition d'un fonds de commerce aux fins de reprise d'un garage situé dans la commune rurale de Mézières-sur-Seine (3 818 habitants) dans le département des Yvelines.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 30 800 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 100 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 30 000 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie.

**Localisation géographique :**

■ MEZIERES-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	100 000,00	99,21%	Emprunt bancaire	70 000,00	69,44%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,79%	Subvention Région	30 000,00	29,76%
Total	100 800,00	100,00%	Subvention Région (prestation ingénierie)	800,00	0,79%
			Total	100 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	25 000,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075763 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - FOLOMI - Travaux de rénovation d'un local commercial pour ouverture d'un salon de thé**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	30 903,57 € HT	30,00 %	9 271,00 €
Montant total de la subvention			9 271,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FOLOMI  
Adresse administrative : 12 PLACE GABRIEL PERI  
95260 BEAUMONT SUR OISE  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Monsieur BELL-ANGE BELLA, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux de rénovation d'un local commercial pour ouverture d'un salon de thé.

**Dates prévisionnelles** : 9 juin 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commercer les travaux dès le mois de juin, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux de rénovation et d'aménagement d'un local commercial en vue de l'ouverture d'un salon de thé situé dans la commune rurale de Beaumont-sur-Oise (9 671 habitants) dans le département du Val d'Oise, au sein du PNR Oise Pays-de-France.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 30 903,57 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 9 271 €.

**Localisation géographique :**

📍 BEAUMONT-SUR-OISE

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	30 903,57	100,00%
Total	30 903,57	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	21 632,57	70,00%
Subvention Région	9 271,00	30,00%
Total	30 903,57	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075823 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - ODREY'S - Travaux de rénovation et acquisition d'équipements en vue de l'ouverture d'un salon de thé et commerce de restauration rapide**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	57 964,49 € HT	30,97 %	17 949,00 €
Montant total de la subvention			17 949,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ODREY'S  
Adresse administrative : 13 RUE BRICOT  
77120 MAUPERTHUIS  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Madame AUDREY MAILLOT, Gérante

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux de rénovation et acquisition d'équipements en vue de l'ouverture d'un salon de thé et d'un commerce de restauration rapide.

**Dates prévisionnelles** : 19 juin 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commercer les travaux et l'acquisition des équipements, dès le mois juin, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux de rénovation d'un local commercial et d'acquérir des équipements professionnels en vue de l'ouverture d'un salon de thé/commerce de restauration rapide, situé dans la commune rurale de Villeneuve-le-Comte (1 899 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne.

Le projet, accompagné par la CCI de la Seine-et-Marne, a pour ambition de développer une alternative aux commerces touristiques de grande ampleur proposés dans le secteur et de valoriser les circuits courts et les produits locaux.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 17 949 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 57 164,49 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 17 149 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne.

**Localisation géographique :**

🏠 VILLENEUVE-LE-COMTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	57 164,49	98,62%
Achats d'études et prestations de services	800,00	1,38%
Total	57 964,49	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	20 000,00	34,50%
Autofinancement	20 015,49	34,53%
Subvention Région	17 149,00	29,59%
Subvention Région (prestation ingénierie)	800,00	1,38%
Total	57 964,49	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	2 518,53 €
2020	0,00 €



**DOSSIER N° EX075861 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - JULIEN MEIGNE -  
Reprise du fonds de commerce, rénovation et équipement d'un bar-tabac-restaurant**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	122 075,53 € HT	30,66 %	37 423,00 €
Montant total de la subvention			37 423,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : JULIEN MEIGNE  
Adresse administrative : 21 GRANDE RUE  
77118 BAZOCHES LES BRAY  
Statut Juridique : Entrepreneur individuel  
Représentant : Monsieur JULIEN MEIGNE

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition du fonds de commerce, travaux de rénovation et acquisition d'équipements dans le cadre de la reprise d'un bar-tabac-restaurant.

**Dates prévisionnelles** : 19 juin 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le fonds de commerce et les équipements, dès le mois de juin, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit d'acquérir un fonds de commerce, d'effectuer des travaux de rénovation et d'acquérir des équipements professionnels dans le cadre de la reprise d'un bar-tabac-restaurant situé dans la commune rurale de Bazoches-lès-Bray (880 habitants), dans le département de la Seine-et-Marne.

Ce projet est accompagné par la CCI de la Seine-et-Marne.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 37 423 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 122 075,53 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 36 623 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne.

**Localisation géographique :** BAZOCHES-LES-BRAY**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	90 000,00	73,72%
Achats de matériels, équipements et travaux	31 275,53	25,62%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,66%
Total	122 075,53	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	84 652,53	69,34%
Subvention Région	36 623,00	30,00%
Subvention Région (prestation ingénierie)	800,00	0,66%
Total	122 075,53	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075866 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - MAISON DAVID -  
Reprise du fonds de commerce d'une boulangerie-pâtisserie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	240 800,00 € HT	21,09 %	50 800,00 €
Montant total de la subvention			50 800,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MAISON DAVID  
Adresse administrative : 20 RUE GEORGES HERREWYN  
78270 BONNIERES-SUR-SEINE  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Monsieur DAVID GUITTON, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Reprise du fonds de commerce d'une boulangerie-pâtisserie.

**Dates prévisionnelles** : 16 juin 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité d'acquérir le fonds de commerce dès le mois de juin, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit d'acquérir un fonds de commerce dans le cadre de la reprise d'une boulangerie-pâtisserie située dans la commune rurale de Bonnières-sur-Seine (4 924 habitants), dans le département des Yvelines.

Le projet prévoit le maintien en poste des 2 salariées vendeuses et à terme la possibilité de recruter un autre boulanger-pâtissier.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 50 800 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 240 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné) ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie.

**Localisation géographique :** BONNIERES-SUR-SEINE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition fonds de commerce	240 000,00	99,67%
Etudes et prestations de services	800,00	0,33%
Total	240 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	170 000,00	70,60%
Autofinancement	20 000,00	8,31%
Subvention Région	50 000,00	20,76%
Subvention Région (prestation ingénierie)	800,00	0,33%
Total	240 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075884 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - CF INDUSTRIE -  
Reprise du fonds de commerce d'un bar-brasserie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	150 800,00 € HT	30,37 %	45 800,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		45 800,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CF INDUSTRIE

Adresse administrative : 2 B RUE CHARLES DE GAULLE  
78840 FRENEUSE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur INDY CLODINE-FLORENT, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Reprise du fonds de commerce d'un bar-brasserie.

**Dates prévisionnelles** : 16 juin 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le fonds de commerce dès le mois juin, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit d'acquérir un fonds de commerce dans le cadre de la reprise d'un bar-brasserie situé dans la commune rurale de Freneuse (4 320 habitants), dans le département des Yvelines.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 45 800 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 150 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 45 000 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie.

**Localisation géographique :**

■ FRENEUSE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Acquisition du fonds de commerce	150 000,00	99,47%	Autofinancement	105 000,00	69,63%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,53%	Subvention Région	45 000,00	29,84%
Total	150 800,00	100,00%	Subvention Région (prestation ingénierie)	800,00	0,53%
			Total	150 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075895 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - LA FERME DE BASILE  
- Acquisition d'équipements professionnels pour modernisation d'un magasin fermier**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	16 176,75 € HT	30,00 %	4 853,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		4 853,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LA FERME DE BASILE  
Adresse administrative : 75 RUE AMBROISE JACQUIN  
95190 FONTENAY EN PARISIS  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Madame AUDREY PIOT, Gérante

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition d'équipements professionnels pour modernisation d'un magasin fermier.

**Dates prévisionnelles** : 15 juin 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir les équipements, dès le mois de juin, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit d'acquérir des équipements professionnels (caisse, congélateur, réfrigérateur et capteur de température connecté) pour le développement d'un magasin fermier situé dans la commune rurale de Fontenay-en-Parisis (2 095 habitants) dans le département du Val d'Oise.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 16 176,75 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 4 853 €.

**Localisation géographique :**

📍 FONTENAY-EN-PARISIS

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	16 176,75	100,00%
Total	16 176,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	11 323,75	70,00%
Subvention Région	4 853,00	30,00%
Total	16 176,75	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €



**DOSSIER N° EX075950 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - SAS BOUCHERIE D'ESBLY - Acquisition et travaux de rénovation d'un local aux fins d'ouverture d'une boucherie artisanale**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	174 000,00 € HT	29,20 %	50 800,00 €
Montant total de la subvention			50 800,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SAS BOUCHERIE D'ESBLY

Adresse administrative : 22 RUE DE MONTBARBIN  
77580 CRECY-LA-CHAPELLE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur SEBASTIEN MIROGLIO, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition et travaux de rénovation d'un local aux fins d'ouverture d'une boucherie artisanale.

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commercer les travaux, dès le début du mois de septembre, avant la commission permanente.

**Description :**

Il s'agit d'acquérir, de mener des travaux de rénovation et d'aménager un local commercial en vue de l'ouverture d'une boucherie artisanale située dans la commune rurale de Crécy-la-Chapelle (4 843 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne.

Ce projet est accompagné par la CMA de la Seine-et-Marne.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 50 800 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 173 200 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné) ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de la Seine-et-Marne.

**Localisation géographique :**

■ ESBLY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	145 700,00	83,74%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,46%
Acquisition fonds de commerce	27 500,00	15,80%
Total	174 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	98 030,00	56,34%
Autofinancement	25 170,00	14,47%
Subvention Région	50 000,00	28,74%
Subvention Région (prestation ingénierie)	800,00	0,46%
Total	174 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075964 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - LE MARYLAND -  
Rénovation d'un bar-tabac**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	154 750,00 € HT	30,00 %	46 425,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		46 425,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : VM  
Adresse administrative : 2 RUE D'EAUBONNE  
95580 MARGENCY  
Statut Juridique : Société en Nom Collectif  
Représentant : Monsieur Vincent YALAP

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux de rénovation et d'aménagement pour moderniser un bar-tabac situé à Margency (2 877 habitants) dans le Val d'Oise.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 154 750 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 46 425 €.

**Localisation géographique :**

 MARGENCY

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	154 750,00	100,00%	Autofinancement	108 325,00	70,00%
Total	154 750,00	100,00%	Subvention Région	46 425,00	30,00%
			Total	154 750,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX075974 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - Matthieu MAIRET -  
Acquisition du fonds de commerce d'une boucherie et achat d'équipements professionnels**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	102 246,64 € HT	30,00 %	30 674,00 €
Montant total de la subvention			30 674,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MATTHIEU MAIRET

Adresse administrative : 18 RUE DES POLISSOIRS  
77570 CHATEAU LANDON

Statut Juridique : Entrepreneur individuel

Représentant : Monsieur MATTHIEU MAIRET

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition du fonds de commerce d'une boucherie et achat d'équipements professionnels.

**Dates prévisionnelles** : 16 juin 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer l'acquisition du fonds de commerce et des équipements dès le mois de juin, avant la commission permanente de septembre 2023.

**Description :**

Il s'agit d'acquérir un fonds de commerce ainsi que des équipements professionnels dans le cadre de la reprise d'une boucherie située dans la commune rurale de Château-Landon (3 074 habitants), dans le département de la Seine-et-Marne.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 102 246,64 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 30 674 €.

**Localisation géographique :**

■ CHATEAU-LANDON

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	79 920,00	78,16%
Achats de matériels, équipements et travaux	22 326,64	21,84%
Total	102 246,64	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	61 572,64	60,22%
Autofinancement	10 000,00	9,78%
Subvention Région	30 674,00	30,00%
Total	102 246,64	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2023	0,00 €
2022	0,00 €
2021	0,00 €

## **Annexe 2 : Fiche-projet réaffectation commerce**

**DOSSIER N° EX044627 - L'ATELIER CO - MODERNISATION ET MISE AUX NORMES D'UN SALON DE COIFFURE**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR113-16 du 07/07/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	21 513,00 € HT	30,00 %	6 454,00 €
Montant total de la subvention 2019			6 454,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : L'ATELIER CO  
Adresse administrative : 16 AVENUE DE LA GARE  
78690 LES ESSARTS-LE-ROI  
Statut Juridique :  
Représentant : Monsieur VINCENT BAUCHET, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Modernisation et mise aux normes d'un salon de coiffure

**Dates prévisionnelles** : 9 septembre 2019 - 30 septembre 2019

Démarrage anticipé de projet : Non

Il s'agit, à titre exceptionnel, de réaffecter une subvention d'un montant maximum de 6 454 €, initialement allouée par délibération CP 2019-196 du 22 mai 2019, et n'ayant pu être versée, suite à une erreur matérielle imputable aux services de l'administration régionale.

**Description :**

Il s'agit de la modernisation et de la mise aux normes d'un salon de coiffure dans la commune rurale des Essarts-le-Roi (6 924 habitants) dans les Yvelines.

Cette modernisation permettra d'améliorer le confort de la clientèle ainsi que celui du personnel. Ces investissements permettront également de réduire la facture énergétique de ce commerce.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.



**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 6 454 €, soit 30 % du montant total des investissements éligibles (21 513 €).

**Localisation géographique :**

 LES ESSARTS-LE-ROI

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	21 513,00	100,00%
Total	21 513,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	15 059,00	70,00%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	6 454,00	30,00%
Total	21 513,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013, relatif à : Règlement de minimis 1407/2013

### **Annexe 3 : Tableau récapitulatif COR**

NOUVEAUX CONTRATS RURAUX			CP 2023-297
COLLECTIVITES	FICHES PROJETS	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS/ AFFECTATIONS EN €
77 SEINE ET MARNE			
BETON-BAZOUCHES	EX073713	Rénovation du Foyer communal	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
MONTENILS	EX073896	Aménagement de la mairie	100 000,00
	23004958	Construction d'une salle polyvalente	100 000,00
		Total subvention	200 000,00
78 YVELINES			
BAZEMONT	EX073638	Construction d'un restaurant scolaire	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
CHATEAUFORT	EX073756	Construction d'une école maternelle	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
91 ESSONNE			
AUVERNAUX	EX075701	Réhabilitation de l'église Saint-Prix	185 683,20
	23006656	Réfection du trottoir rue de Corbeil	12 078,00
	23006657	Création d'un boulodrome, place de l'Eglise	2 238,80
		Total subvention	200 000,00
SACLAS	23006751	Rénovation salle des fêtes rue du 19 mars 1962	32 528,72
	EX075794	Aménagement et enfouissement des réseaux rue Jean Moulin	132 925,76
	23006752	Réhabilitation des menuiseries école maternelle rue Jean Moulin	15 644,72
	23006753	Extension protection incendie rue de Mereville	18 900,80
		Total subvention	200 000,00
SIRP DU PLATEAU	EX075829	Implantation d'un espace modulaire pour création d'une salle de classe	38 189,20
		Total subvention	38 189,20
TORFOU	EX075957	Réfection de la toiture et rénovation extérieure de la mairie	20 730,39
	23006791	Rénovation extérieure de l'église	17 860,32
	23006792	Isolation phonique du préau de l'école	5 810,00
		Total subvention	44 400,71
95 VAL D'OISE			
SANTEUIL	EX075874	Création d'un parc ecocitoyen et intergénérationnel	141 474,72
	23006770	Aménagement de voirie Impasse tour de Viosne et rue des Epagnes	43 276,24
	23006771	Aménagement intérieur de la mairie	13 363,60
		Total subvention	198 114,56
THEMERICOURT	23006783	Travaux de voirie avec création de places de stationnement	20 493,00
	EX075921	Rénovation de la mairie	116 796,44
	23006784	Rénovation de logements communaux	12 047,36
		Total subvention	149 336,80
TOTAL GENERAL			1 630 041,27

## **Annexe 4 : Fiches projets COR**

**DOSSIER N° EX073713 - COR - RENOVATION DU FOYER COMMUNAL - BETON BAZOCHES (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BETON BAZOCHES

Adresse administrative : 2 RUE DE L'HOTEL DE VILLE  
77320 BETON BAZOCHES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Alain BOULLLOT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : rénovation du foyer communal

**Dates prévisionnelles** : 3 octobre 2022 - 3 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**


La commune de Beton-Bazoches (924 habitants) dispose d'un foyer rural construit en 1957. Cet équipement est utilisé par l'école, les associations, l'accueil de loisirs et par des particuliers qui peuvent le louer le week-end. La commune a pour projet de mettre aux normes d'accessibilité ce foyer rural, d'améliorer son bilan énergétique et de répondre aux règles de sécurité incendie.

Ainsi, les travaux porteront sur l'installation d'un isolant thermique sur les murs et le plafond, le changement de la ventilation et la pose d'une pompe à chaleur couplée à une centrale de traitement de l'air.

Le projet prévoit également le remplacement des portes, la reprise des portiques en béton et la peinture de l'ensemble du bâtiment.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 541 626,32 € HT, plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :** BETON-BAZOUCHES**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Travaux	470 979,41	86,96%
Honoraires MOE	70 646,91	13,04%
Total	541 626,32	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	36,93%
Département de Seine-et-Marne	150 000,00	27,69%
Commune	191 626,32	35,38%
Total	541 626,32	100,00%

**DOSSIER N° EX073896 - COR - AMENAGEMENT DE LA MAIRIE - MONTENILS (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	250 000,00 € HT	40,00 %	100 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		100 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTENILS

Adresse administrative : RUE DE LA TUILERIE  
77320 MONTENILS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Paul LEFEBVRE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : aménagement de la mairie

**Dates prévisionnelles** : 15 novembre 2022 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par l'acquisition foncière en date du 15 novembre 2022, directement liée à l'opération subventionnée.

Par ailleurs, il est nécessaire de mener des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'assainissement, d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. Le premier acte identifié à ce titre par le maître d'ouvrage date du 23 février 2023.

**Description :**

La commune de Montenils (25 habitants) souhaite acquérir une maison ancienne et la réhabiliter afin d'y aménager sa mairie dans le but de la rendre plus fonctionnelle.

En effet, le bâtiment actuel d'une superficie d'environ 30 m², ne répond plus aux normes d'accessibilité ne possède pas de sanitaires et est mal isolé.

Le projet comprend l'ensemble des études et des travaux nécessaires : gros œuvre, isolation, couverture, électricité, plomberie, peintures intérieures et ravalement extérieur.

Au rez-de-chaussée seront aménagés un bureau pour l'accueil du public, une salle de conseil et des sanitaires.

A l'étage, les combles seront aménagés en salle d'archives.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 436 500 € HT plafonné à 250 000 €. La subvention est calculée au taux de 40 % du montant plafonné.

**Localisation géographique :**

 MONTÉNILS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	208 739,75	47,82%
Honoraires	27 760,25	6,36%
Frais acquisition	200 000,00	45,82%
Total	436 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	100 000,00	22,91%
Département de Seine-et-Marne	75 000,00	17,18%
Commune	261 500,00	59,91%
Total	436 500,00	100,00%



**DOSSIER N° 23004958 - COR - CONSTRUCTION D'UNE SALLE POLYVALENTE - MONTENILS (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	250 000,00 € HT	40,00 %	100 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		100 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTENILS

Adresse administrative : RUE DE LA TUILERIE  
77320 MONTENILS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Paul LEFEBVRE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : construction d'une salle polyvalente

**Dates prévisionnelles** : 13 janvier 2023 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Montenils (25 habitants) souhaite construire une salle polyvalente accolée à la nouvelle mairie, dans la mesure où elle ne dispose pas de salle permettant l'organisation de rassemblements, fêtes ou activités culturelles.

Toutes les animations doivent donc se dérouler dans des communes voisines ou chez les habitants.

Ainsi, le projet consiste à construire une extension de la mairie.

L'entrée sera dotée d'un sas, avec un accès direct à l'accueil et aux sanitaires communs. Le projet prévoit la création d'une grande salle de 110 m² environ, d'un office de réchauffage et d'un espace de rangement.

Une terrasse de 65 m² sera également aménagée le long de ce nouveau bâtiment.

Les murs extérieurs de la salle polyvalente seront recouverts d'un enduit "ton pierre" et les tuiles de la toiture seront en terre cuite ton vieilli.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 447 700 € HT plafonné à 250 000 €. La subvention est calculée au taux de 40 % du montant plafonné.

**Localisation géographique :**

 MONTÉNILS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	396 145,25	88,48%
Honoraires	51 554,75	11,52%
Total	447 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	100 000,00	22,34%
Département de Seine-et-Marne	75 000,00	16,75%
Commune	272 700,00	60,91%
Total	447 700,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073638 - COR - CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE - BAZEMONT (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BAZEMONT

Adresse administrative : 3 RUE D'AULNAY  
78580 BAZEMONT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN-BERNARD HETZEL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Bazemont (1 728 habitants) souhaite améliorer les conditions d'accueil (espace et confort acoustique) des 200 élèves de l'école communale « la Fraternelle » et construire un nouveau restaurant scolaire, dans un environnement de qualité hors les murs du bâtiment scolaire.

Le nouveau bâtiment sera construit sur un terrain à proximité de l'école, dans le respect des normes actuelles d'isolation thermique et de consommation énergétique réduite. Il intègrera une toiture végétalisée.

Les locaux actuels de restauration pourront être reconvertis en salle de classe ou local périscolaire.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 1 414 774 € HT, plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

📍 BAZEMONT

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	114 274,00	8,08%
Travaux	1 300 500,00	91,92%
Total	1 414 774,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	14,14%
Département des Yvelines au titre du CoR	150 000,00	10,60%
Département des Yvelines au titre du CRY+	70 000,00	4,95%
DETR 2023	117 000,00	8,27%
DSIL 2023	400 000,00	28,27%
Commune	477 774,00	33,77%
Total	1 414 774,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073756 - COR - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE MATERNELLE - CHATEAUFORT  
(78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHATEAUFORT

Adresse administrative : 19 PLACE SAINT CHRISTOPHE  
78117 CHATEAUFORT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Patrice BERQUET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 2 décembre 2022 - 1 mars 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la première note d'honoraires établie par le maître d'œuvre au titre de l'opération en objet.

**Description :**

Les locaux de l'actuelle école maternelle de la commune de Châteaufort (1 506 habitants) sont exigus, inadaptés face à l'augmentation de la population et le lieu d'implantation, situé au 3 place de l'Eglise, est excentré par rapport au reste des installations scolaires et périscolaires.

La commune souhaite créer un groupement scolaire homogène dans le cœur de la ville en rapprochant l'école maternelle de la cantine de l'école primaire, située 3 rue de Trappes, et aménager de nouveaux locaux pour faire face à la progression des effectifs.

La nouvelle école sera située sur un terrain de 1 262 m<sup>2</sup> sur lequel sera conservé le bâtiment historique dit « Maison Blotière », les autres éléments bâtis seront démolis.

Le projet consiste en :

- la réhabilitation de la « Maison Blotière » qui accueillera les fonctions administratives de l'école : au rez-

de-chaussée le bureau de la Direction, une tisanerie et des espaces de stockage et à l'étage une salle des enseignants, un vestiaire et du stockage ;

- la construction d'un premier bâtiment de plein pied d'une surface totale de 254 m<sup>2</sup>, qui abritera 2 salles de classes de 55 m<sup>2</sup> chacune, des sanitaires et une grande salle de motricité ;

- la construction d'un deuxième bâtiment de plein pied d'une surface totale de 148 m<sup>2</sup>, qui accueillera une salle de classe de 60 m<sup>2</sup>, un dortoir, un atelier et des sanitaires ;

- la création d'une galerie de 57 m<sup>2</sup>, reliant les deux bâtiments, offrant tout un linéaire d'assises et de niches qui serviront de bibliothèque et de rangements.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 951 926 € HT, plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

 CHATEAUFORT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	243 741,00	12,49%
Travaux	1 708 185,00	87,51%
Total	1 951 926,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	10,25%
Département des Yvelines au titre du CoR	150 000,00	7,68%
Département des Yvelines au titre du CRY+	70 000,00	3,59%
DETR (sollicité)	117 000,00	5,99%
DSIL (sollicité)	250 000,00	12,81%
Fonds vert (sollicité)	144 754,00	7,42%
Commune	1 020 172,00	52,26%
Total	1 951 926,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075701 - COR - REHABILITATION DE L'EGLISE SAINT PRIX - COMMUNE D'AUVERNAUX (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	464 208,00 € HT	40,00 %	185 683,20 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		185 683,20 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'AUVERNAUX

Adresse administrative : 5 PLACE DE L'EGLISE  
91830 AUVERNAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Wilfrid HILGENGA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune d'Auvernaux (325 habitants) souhaite réhabiliter l'église Saint-Prix afin de préserver son patrimoine rural.

Après diagnostic les travaux comprendront principalement :

- la réfection de la toiture et du clocher ;
- la rénovation de la charpente ;
- l'assainissement des fondations et la réalisation d'un revers pavé autour de l'édifice ;
- la réfection de l'élévation extérieure nord ;
- la mise aux normes de l'électricité, de l'éclairage et du chauffage.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 464 208 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 AUVERNAUX

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aléas	406 182,00	87,50%
Honoraires	58 026,00	12,50%
Total	464 208,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	185 683,20	40,00%
Département de l'Essonne	139 262,40	30,00%
Commune	139 262,40	30,00%
Total	464 208,00	100,00%



**DOSSIER N° 23006656 - COR - REFECTION DE TROTTOIR RUE DE CORBEIL - COMMUNE D'AUVERNAUX (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	30 195,00 € HT	40,00 %	12 078,00 €
Montant total de la subvention			12 078,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'AUVERNAUX

Adresse administrative : 5 PLACE DE L'EGLISE  
91830 AUVERNAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Wilfrid HILGENGA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune d'Auvernaux (326 habitants) souhaite procéder à la réfection des trottoirs rue de Corbeil.

Traversée par deux routes départementales la RD 74 et la RD 948, le flux de véhicules y est très intense, entraînant une dégradation de ces voiries et accotements.

Les trottoirs, empruntés régulièrement par les enfants pour rejoindre l'arrêt de bus, sont très abimés et affaissés par endroit avec des trous au niveau des tampons d'assainissement.

Les travaux, outre l'installation et la préparation du chantier comprendront principalement :

- la reprise de la couche superficielle et des bordures dégradées ;
- le sciage et décroulage des enrobés existants ;
- le reprofilage du support existant ;
- la fourniture et la pose de gargouilles de voirie ;
- la fourniture et la pose de dalles podotactiles ;
- la fourniture et mise en œuvre d'enrobé noir.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 30 195 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**  
■ AUVERNAUX

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	30 195,00	100,00%
Total	30 195,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 078,00	40,00%
Département de l'Essonne	9 058,50	30,00%
Commune	9 058,50	30,00%
Total	30 195,00	100,00%

**DOSSIER N° 23006657 - COR - CREATION D'UN BOULODROME PLACE DE L'EGLISE - COMMUNE D'Auvernaux (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041482-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	5 597,00 € HT	40,00 %	2 238,80 €
Montant total de la subvention			2 238,80 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'Auvernaux

Adresse administrative : 5 PLACE DE L'EGLISE  
91830 AUVERNAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Wilfrid HILGENGA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune d'Auvernaux (325 habitants) souhaite créer un boulodrome aménagé et aux normes, dans un espace déjà utilisé par les habitants, afin de sécuriser cette zone de jeu.

Celui-ci sera entouré de madriers en bois traité et la surface de jeu sera en gravier.

Les travaux comprendront principalement :

- le décapage de terre végétale ;
- le réglage et compactage de fond de forme ;
- la fourniture et mise en œuvre d'un géotextile anti-contaminant ;
- la fourniture et pose de grave drainante et fermeture en gravier gris ;
- la fourniture et pose de madriers en bois traité.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 6 384 € HT plafonné à 5 597 €. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 AUVERNAUX

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	6 384,00	100,00%
Total	6 384,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	2 238,80	35,07%
Département de l'Essonne	1 679,10	26,30%
Commune	2 466,10	38,63%
Total	6 384,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075794 - COR - AMENAGEMENT ET ENFOUISSEMENT DES RESEAUX RUE JEAN MOULIN - COMMUNE DE SACLAS (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	332 314,40 € HT	40,00 %	132 925,76 €
Montant total de la subvention			132 925,76 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SACLAS

Adresse administrative : 19 RUE DE LA MAIRIE  
91690 SACLAS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Yves GAUCHER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Saclas (1 854 habitants) réalise sur plusieurs années un programme d'aménagement et de mise en sécurité de ses voiries.

Il s'agit de réhabiliter la rue Jean Moulin en procédant à son aménagement et l'enfouissement de ses réseaux aériens. Cette rue est une départementale (RD 108) très fréquentée qui permet de se rendre dans la commune voisine sans passer par le centre-ville.

Les travaux comprendront principalement, outre la préparation du chantier :

- la création d'un cheminement en revêtement perméable, accessible aux personnes à mobilité réduite ;
- l'élargissement du trottoir existant ;
- la création d'une bande d'espace vert en limite du cheminement piéton ;
- la pose de mobiliers urbains ;
- l'enfouissement des réseaux aériens.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 444 970 € HT plafonné à 332 314,40 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

■ SACLAS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	412 500,00	92,70%
Honoraires et études	32 470,00	7,30%
Total	444 970,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	132 925,76	29,87%
Département de l'Essonne	99 694,00	22,40%
Commune	212 350,24	47,72%
Total	444 970,00	100,00%

**DOSSIER N° 23006751 - COR - RENOVATION DE LA SALLE DES FETES RUE DU 19 MARS 1962 -  
COMMUNE DE SACLAS (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	81 321,81 € HT	40,00 %	32 528,72 €
Montant total de la subvention			32 528,72 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SACLAS

Adresse administrative : 19 RUE DE LA MAIRIE  
91690 SACLAS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Yves GAUCHER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Saclas (1 854 habitants) souhaite rénover la salle des fêtes.

Celle-ci accueille de nombreuses activités (cérémonies, expositions, repas, marché de Noël et activités associatives).

Si des travaux ont été réalisés, il est nécessaire de poursuivre le programme de rénovation.

Les travaux comprendront principalement, outre la préparation du chantier :

- la rénovation des sols et des murs ;
- la dépose du revêtement mural existant, le lessivage, ponçage et mise en peinture des murs ;
- le ponçage et vitrification des parquets ;
- la mise aux normes des équipements scéniques et de l'éclairage (remise en état, fourniture et pose d'un rideau de scène, achat d'une sonorisation numérique).

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 81 321,81 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

■ SACLAS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	81 321,81	100,00%
Total	81 321,81	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	32 528,72	40,00%
Département de l'Essonne	24 397,00	30,00%
Commune	24 396,09	30,00%
Total	81 321,81	100,00%



**DOSSIER N° 23006752 - COR - REHABILITATION DES MENUISERIES DE L'ECOLE MATERNELLE  
RUE JEAN MOULIN - COMMUNE DE SACLAS (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	39 111,79 € HT	40,00 %	15 644,72 €
Montant total de la subvention			15 644,72 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SACLAS

Adresse administrative : 19 RUE DE LA MAIRIE  
91690 SACLAS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Yves GAUCHER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la pénurie des matériaux rallongeant considérablement les délais d'approvisionnement et incitent de ce fait à pouvoir lancer les procédures des marchés le plus rapidement possible.

**Description :**

La commune de Saclas (1 854 habitants) souhaite réhabiliter les menuiseries de l'école maternelle Jean Moulin qui présentent des signes de vétusté.

Le groupe scolaire de Saclas regroupe six classes élémentaires et trois classes maternelles.

Dans un précédent contrat rural les travaux de réhabilitation ont concerné uniquement le groupe élémentaire.

Les travaux comprendront principalement, outre la préparation du chantier :

- la dépose des menuiseries existantes ;
- la fourniture et la pose de menuiseries extérieures en aluminium ;
- la fourniture et pose de stores occultants.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 39 111,79 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

■ SACLAS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	39 111,79	100,00%
Total	39 111,79	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 644,72	40,00%
Département de l'Essonne	11 733,00	30,00%
Commune	11 734,07	30,00%
Total	39 111,79	100,00%

**DOSSIER N° 23006753 - COR - EXTENSION DE LA PROTECTION INCENDIE RUE DE MEREVILLE -  
COMMUNE DE SACLAS (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	47 252,00 € HT	40,00 %	18 900,80 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		18 900,80 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SACLAS

Adresse administrative : 19 RUE DE LA MAIRIE  
91690 SACLAS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Yves GAUCHER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Saclas (1 854 habitants) souhaite, afin d'alimenter en eau des moyens d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés, réaménager la rue de Méréville.

Suite au contrôle opérationnel de ces points d'eau, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS 91) a constaté quelques anomalies sur plusieurs bornes incendie.

Si certaines irrégularités ont été corrigées, d'autres impliquent des travaux plus importants.

Les travaux comprendront principalement, outre la préparation du chantier :

- la fourniture et pose d'un poteau incendie en bronze ;
- la fourniture et l'extension d'une canalisation d'eau potable sur une longueur de 380 mètres dans le but d'y installer un hydrant.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 47 252 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 SACLAS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	47 252,00	100,00%
Total	47 252,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	18 900,80	40,00%
Département de l'Essonne	14 176,00	30,00%
Commune	14 175,20	30,00%
Total	47 252,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075957 - COR - REFECTION DE LA TOITURE ET RENOVATION EXTERIEURE DE LA MAIRIE - COMMUNE DE TORFOU (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	51 825,97 € HT	40,00 %	20 730,39 €
	Montant total de la subvention		20 730,39 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE TORFOU

Adresse administrative : 16 GRANDE RUE  
91730 TORFOU

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur ANTOINE POUPINEL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Torfou (273 habitants) souhaite procéder à la réfection de la toiture et rénovation extérieure de la mairie.

Les travaux, outre l'installation du chantier comprendront principalement :

- la dépose complète de la toiture ;
- la réalisation d'une couverture en tuile plate ;
- le renforcement de la charpente existante et des pignons abimés ;
- la réalisation d'une gouttière en zinc ;
- le ravalement des deux façades latérales.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 51 825,97 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 TORFOU

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	51 825,97	100,00%
Total	51 825,97	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 730,39	40,00%
Département de l'Essonne	15 547,79	30,00%
Commune	15 547,79	30,00%
Total	51 825,97	100,00%

**DOSSIER N° 23006791 - COR - RENOVATION EXTERIEURE DE L'EGLISE - COMMUNE DE TORFOU  
(91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	44 650,80 € HT	40,00 %	17 860,32 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		17 860,32 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE TORFOU

Adresse administrative : 16 GRANDE RUE  
91730 TORFOU

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur ANTOINE POUPINEL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Torfou (273 habitants) souhaite rénover l'extérieur de l'église.

La façade sud de celle-ci, située face aux vents dominants a été détériorée par les intempéries et certaines pierres menacent de tomber.

Les travaux, outre l'installation du chantier comprendront principalement la réfection de murs en pierre ainsi que l'entourage des fenêtres, avec :

- de la maçonnerie et enduit (piochement enduit, dégraissage des joints, coulis de confortation, réfection des calfeutrement des vitraux au mortier, enduits) ;
- le nettoyage des parements, réfection de joints, remplacement de pierres, taille et pose.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 44 650,80 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 TORFOU

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	44 650,80	100,00%
Total	44 650,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	17 860,32	40,00%
Département de l'Essonne	13 395,24	30,00%
Commune	13 395,24	30,00%
Total	44 650,80	100,00%



**DOSSIER N° 23006792 - COR - ISOLATION PHONIQUE DU PREAU DE L'ECOLE - COMMUNE DE TORFOU (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	14 525,00 € HT	40,00 %	5 810,00 €
Montant total de la subvention			5 810,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE TORFOU

Adresse administrative : 16 GRANDE RUE  
91730 TORFOU

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur ANTOINE POUPINEL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Torfou (273 habitants) souhaite procéder à l'isolation phonique du préau de l'école. Celui-ci en plus d'être la salle de sport de l'école, permet l'accueil du public lors de manifestations municipales. La salle a une hauteur de plafond importante et présente des désordres phoniques.

L'opération, outre l'installation du chantier comprendra principalement :

- l'implantation d'un réseau de baffles suspendus au niveau des poutres bois ;
- la réalisation d'habillages muraux et d'un doublage de la soupenne.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 14 525 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 TORFOU

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	14 525,00	100,00%
Total	14 525,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 810,00	40,00%
Département de l'Essonne	4 357,50	30,00%
Commune	4 357,50	30,00%
Total	14 525,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075829 - COR - IMPLANTATION D'UN ESPACE MODULAIRE POUR CREATION D'UNE SALLE DE CLASSE - SI REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE DU PLATEAU**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041582-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	95 473,00 € HT	40,00 %	38 189,20 €
Montant total de la subvention			38 189,20 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SI REGROUP PEDAGO PLATEAU  
Adresse administrative : 2 RTE DE MALESHERBES  
91150 LA FORET SAINTE CROIX  
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique  
Représentant : Madame HUGUETTE DENIS, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser rapidement la mise en place de cet équipement avant la rentrée scolaire de septembre 2023, pour permettre une ouverture de classe.

**Description :**

Le Syndicat Intercommunal du Regroupement Pédagogique (SIRP) du Plateau regroupant 7 communes (1 433 habitants) souhaite implanter un espace modulaire sur le site de l'école de Bois-Herpin qui accueille 130 élèves, afin de pouvoir ouvrir une nouvelle classe à la rentrée 2023-24.


Les travaux comprennent principalement :

- la fourniture et la pose d'un espace modulaire ;
- le montage et raccordement sur le site.

Le stagiaire sera pris en charge par la Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud Essonne.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 95 473 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :** BOIS-HERPIN**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et implantation espace modulaire	92 000,00	96,36%
Travaux de raccordement	3 473,00	3,64%
Total	95 473,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	38 189,20	40,00%
Département de l'Essonne	28 641,90	30,00%
Commune	28 641,90	30,00%
Total	95 473,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075874 - COR - CREATION D'UN PARC ECOCITOYEN ET INTERGENERATIONNEL -  
COMMUNE DE SANTEUIL (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	353 686,80 € HT	40,00 %	141 474,72 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		<b>141 474,72 €</b>

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SANTEUIL  
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL LECLERC  
95640 SANTEUIL  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Florent AMBROSINO, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 16 mars 2021 - 21 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

**Description :**

La commune de Santeuil (663 habitants), ne possédant pas d'équipements sportifs ou de loisirs, souhaite créer un parc écocitoyen et intergénérationnel, implanté dans un espace abrité, isolé du chemin de fer par un talus et un bosquet et isolé du village par la rivière.

Celui-ci sera accessible à pied et comprendra un espace multi-activités, un espace petite enfance, un boulodrome, un city stade et un tennis.

Un cheminement sera créé pour faciliter l'accès aux piétons et aux cyclistes.

Les travaux outre la préparation du chantier comprendront principalement :

- les terrassements et l'implantation de bordures ;
- la reprise du parking ;
- la fourniture et mise en œuvre de grave, de stabilisé et de géotextile ;
- la création d'une aire de jeux ;
- la rénovation des réseaux ;
- la fourniture et pose de clôtures et portails ;

- la fourniture et pose d'équipements sportifs ;
- la plantation d'arbres, arbustes, l'engazonnement et la création d'une prairie fleurie.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 353 686,80 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

 SANTEUIL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	353 686,80	100,00%
Total	353 686,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	141 474,72	40,00%
Département du Val d'Oise	106 106,04	30,00%
Commune	106 106,04	30,00%
Total	353 686,80	100,00%

**DOSSIER N° 23006770 - COR - AMENAGEMENT DE VOIRIE IMPASSE TOUR DE VIOSNE ET RUE DES EPAGNES - COMMUNE DE SANTEUIL (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	108 190,60 € HT	40,00 %	43 276,24 €
	Montant total de la subvention		43 276,24 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SANTEUIL  
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL LECLERC  
95640 SANTEUIL  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Florent AMBROSINO, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Santeuil (663 habitants) souhaite procéder à la requalification de deux voiries qui présentent des signes de vétusté (trottoirs et enrobés endommagés, bordures béton usées), afin de sécuriser les secteurs de l'impasse Tour de Viosne et du lotissement des Epagnes.

Les travaux, outre la préparation du chantier comprendront principalement :

- la dépose de bordures et des caniveaux, la fourniture et la pose de nouveaux ;
- la réalisation de terrassements ;
- le réglage et compactage de fond de forme ;
- la fourniture et mise en œuvre de géotextile ;
- la mise à la cote de divers tampons ;
- la fourniture et mise en œuvre de béton désactivé et d'enrobé.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 108 190,60 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 SANTEUIL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	108 190,60	100,00%
Total	108 190,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	43 276,24	40,00%
Département de Val d'Oise	32 457,18	30,00%
Commune	32 457,18	30,00%
Total	108 190,60	100,00%



**DOSSIER N° 23006771 - COR - AMENAGEMENT INTERIEUR DE LA MAIRIE - COMMUNE DE SANTEUIL (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	33 409,00 € HT	40,00 %	13 363,60 €
Montant total de la subvention			13 363,60 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SANTEUIL  
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL LECLERC  
95640 SANTEUIL  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Florent AMBROSINO, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Santeuil (663 habitants) souhaite procéder à l'aménagement intérieur de sa mairie qui, construite au début des années 1980 présente des signes de vétusté.

Les travaux, outre la préparation du chantier comprendront principalement :

- la reprise des peintures et des sols de l'entrée, du hall d'accueil, de la bibliothèque et de la salle polyvalente ;
- le remplacement de toutes les portes qui seront isolées phoniquement ;
- l'isolation du mur donnant sur l'extérieur ;
- la pose d'un faux plafond, dans le bureau de Maire et du secrétariat ;
- la mise aux normes des sanitaires ;
- l'installation d'une nouvelle plaque pour annoncer la mairie.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 33 409 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 SANTEUIL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	33 409,00	100,00%
Total	33 409,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	13 363,60	40,00%
Département du val d'Oise	10 022,70	30,00%
Commune	10 022,70	30,00%
Total	33 409,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075921 - COR - RENOVATION DE LA MAIRIE - COMMUNE DE THEMERICOURT (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	291 991,10 € HT	40,00 %	116 796,44 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		116 796,44 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE THEMERICOURT

Adresse administrative : 3 RUE ACHIM D'ABOS  
95450 THEMERICOURT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur DENIS SARGERET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 15 juillet 2019 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

**Description :**

La commune de Théméricourt (301 habitants) souhaite procéder à la rénovation et la mise aux normes de sa mairie.

Les travaux comprendront principalement :

- la mise aux normes électriques et travaux d'électricité (mise en place de blocs secours, tableau électrique, automatisation du portail d'entrée, pose d'un interphone, éclairage indépendant de l'escalier et couloir du rez-de-chaussée) ;
- la rénovation d'un grenier (avec travaux de maçonnerie, d'étanchéité et d'électricité) ;
- la rénovation du 2ème étage avec la création d'un logement (remise à niveau et renforcement des planchers, remise en état de la rampe d'escalier) ;
- la rénovation de locaux dans la cour (création d'un local à archives , mise aux normes d'un bloc sanitaire).

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 307 602,73 € HT plafonné à 291 991,10 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 THEMERICOURT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aléas	267 480,63	86,96%
Honoraires et études	40 122,10	13,04%
Total	307 602,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	116 796,44	37,97%
Département du Val d'Oise	87 597,33	28,48%
Commune	103 208,96	33,55%
Total	307 602,73	100,00%

**DOSSIER N° 23006783 - COR - TRAVAUX DE VOIRIE AVEC CREATION DE PLACES DE STATIONNEMENT - COMMUNE DE THEMERICOURT (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	51 232,50 € HT	40,00 %	20 493,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		20 493,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE THEMERICOURT

Adresse administrative : 3 RUE ACHIM D'ABOS  
95450 THEMERICOURT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur DENIS SARGERET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 15 juillet 2019 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Théméricourt (301 habitants) souhaite procéder à des travaux de voirie ruelle Barat et créer des places de stationnement pour endiguer le stationnement anarchique.

Les travaux comprendront principalement :

- la dépose et repose de potelets en bois ;
- le rabaissement et l'élargissement du trottoir ;
- la fourniture et la pose d'une barrière amovible ;
- la mise en œuvre de stabilisé ;
- le marquage au sol d'une place handicapée.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 56 171,25 € HT plafonné à 51 232,50 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :** THEMERICOURT**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Travaux et aléas	50 377,80	89,69%
Honoraires et études	5 793,45	10,31%
Total	56 171,25	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 493,00	36,48%
Département du Val d'Oise	15 369,75	27,36%
Commune	20 308,50	36,15%
Total	56 171,25	100,00%

**DOSSIER N° 23006784 - COR - RENOVATION DE LOGEMENTS COMMUNAUX - COMMUNE DE THEMERICOURT (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	30 118,39 € HT	40,00 %	12 047,36 €
Montant total de la subvention			12 047,36 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE THEMERICOURT

Adresse administrative : 3 RUE ACHIM D'ABOS  
95450 THEMERICOURT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur DENIS SARGERET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 15 juillet 2019 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Théméricourt (301 habitants) souhaite rénover ses logements communaux qui connaissent des problèmes récurrents de chauffage.

Les travaux comprendront principalement :

- le remplacement du système de chauffage ;
- la fourniture et pose de nouveaux radiateurs connectés ;
- la mise en conformité du tableau électrique pour le nouveau système de chauffage ;
- le remplacement du réseau d'eau chaude ;
- l'installation de nouveaux chauffe-eaux électriques ;
- des travaux de second œuvre (électricité, plâtrerie, carrelage, faïence murale, peinture).

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 30 773,13 € HT plafonné à 30 118,39 € HT. La subvention est

calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 THEMERICOURT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	27 599,21	89,69%
Honoraires et études	3 173,92	10,31%
Total	30 773,13	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 047,36	39,15%
Département du Val d'Oise	9 035,52	29,36%
Commune	9 690,25	31,49%
Total	30 773,13	100,00%



## **Annexe 5 : Avenant CoR**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL D'ONCY-SUR-ECOLE (91)
--

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par délibération n° CP 2023-297 du 21 septembre 2023,

ET

Le département de l'Essonne, représenté par le Président du conseil départemental, Monsieur François DUROVRAY, sis Hôtel du Département, Boulevard de France, Evry-Courcouronnes 91012 EVRY Cédex, dûment habilité par délibération 2023-XXXX du 11 septembre 2023.

ET D'AUTRE PART :

La commune d'Oncy-sur-Ecole, représentée par le Maire, Monsieur Bruno DELECOUR.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal d'Oncy-sur-Ecole du 10 décembre 2019 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-340 du 23 septembre 2020;
- la délibération du conseil départemental n°2020-TERR-062 du 12 octobre 2020;
- le contrat rural d'Oncy-sur-École signé le 25 janvier 2021 portant échéance au 12 octobre 2023 ;
- la demande formalisée par la commune de d'Oncy-sur-Ecole par décision du maire en date du 15 mai 2023 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2023-XXXX du 11 septembre 2023 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-297 du 21 septembre 2023.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat de six mois supplémentaires du fait de contraintes opérationnelles (la commune signale que la fin des travaux doit se dérouler jusque cette année, et que les dernières factures leur parviendraient au dernier trimestre, elle souhaite prendre des précautions et solliciter cette prorogation pour cadrer cette fin de contrat).

**Article 1 : Nouvelle échéance relative à l'achèvement du programme du contrat rural « CoR »**

Le délai d'achèvement du programme du contrat rural d'Oncy-sur-Ecole signé le 25 janvier 2021 est prorogé d'n an portant son échéance au 12 octobre 2024.

**Article 2 : Obligations éthiques**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **Article 3 : Entrée en vigueur du présent avenant**

Le présent avenant entre en vigueur dès sa signature par l'ensemble des parties et, le cas échéant, au plus tard le 12 octobre 2023.

### **Article 4 : autres stipulations**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Oncy-sur-Ecole,  
le  
Pour la commune d'Oncy-  
sur-Ecole

*Le maire*

A Evry-Courcouronnes,  
le  
Pour le département de l'Essonne

*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil régional*

Pour le Président du Conseil Départemental  
de l'Essonne et par délégation

*Le Président délégué chargé de la ruralité,  
de l'agriculture et de l'alimentation*

**Bruno DELECOUR**

**Guy CROSNIER**

**Valérie PECRESSE**

## **Annexe 6 : Convention enquête publique VEXIN**

# CONVENTION N° 23006955

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP2023-297 du 21 septembre 2023,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Vexin français dont le siège social est situé à la Maison du Parc, Théméricourt, 95450  
ayant pour représentant son Président, Monsieur Benjamin DEMAILLY, autorisé par délibération du Comité Syndical du XXXXX,  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

## **PREAMBULE :**

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du financement de l'enquête publique nécessaire à l'élaboration de sa Charte.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

La charte du parc naturel régional du Vexin français a été approuvée par la délibération n° CR 125-07 du 16 novembre 2007 et arrivera à échéance le 8 mai 2023.

La région a initié la procédure de renouvellement du classement du PNR dès 2019 par délibération n° CR 2019-006 qui en a défini les modalités et confié la mise en œuvre au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR du Vexin. Cette délibération a notamment été complétée par :

- la délibération n° CP 2021-031 adoptant une convention relative à ce renouvellement et affectant des crédits pour le syndicat afin de lui permettre de le mener à bien ;
- et la communication approuvée par la délibération n° CR 2022-052 présentant l'avant-projet de charte du Parc naturel régional (PNR) du Vexin français ainsi que l'élargissement du périmètre.

L'enquête publique constitue une étape obligatoire de la procédure de labellisation d'un parc naturel régional, tel qu'il est prévu à l'article R.333-6-1 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP2023-297 du 21 septembre 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Vexin français pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : Enquête publique - PNR du Vexin français (référence dossier n° 23006955).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 30 000 €, soit un montant maximum de subvention de **30 000 €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

#### ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

#### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informers la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informers la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informers la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

#### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

#### ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU ALTERNANTS

Conformément à la délibération n° CP 2021-031 du 21 janvier 2021, le parc s'est engagé à recruter, dans le cadre du contrat de parc 2021-2023 et de la convention grand compte type figurant en annexe du contrat, un nombre global de 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le parc s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date de signature de la convention d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

#### **ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

##### **ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTE**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

##### **ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE**

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté est signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

#### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par

application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

#### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 21 septembre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**



Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « Fiche projet » adoptée par délibération N° CP2023-297 du 21 septembre 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire  
Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional du Vexin français  
Monsieur BENJAMIN DEMAILLY, Président

**DOSSIER N° 23006955 - PNR VEXIN FRANCAIS : ENQUETE PUBLIQUE VOLET 1**

**Dispositif** : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)

**Délibération Cadre** : CR2020-043 du 24/09/2020

**Imputation budgétaire** : 937-76-657358-576002-1700

Action : 576002032- Soutien au fonctionnement et actions des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	30 000,00 € TTC	100,00 %	30 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT  
GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL  
DU VEXIN FRANCAIS

Adresse administrative : MAISON DU PARC  
95450 THEMERICOURT

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur Benjamin DEMAILLY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Réalisation du premier volet de l'enquête publique du PNR du Vexin français.

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 21 septembre 2024.

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'enquête publique constitue une étape obligatoire de la procédure de labellisation d'un parc naturel régional, tel qu'il est prévu à l'article R.333-6-1 du code de l'environnement.

La présente attribution correspond aux actions suivantes :

- Communication (réalisation, maquettage et production des documents supports mis à disposition du public dans les communes du territoire et pour l'affichage public, en amont de la tenue de l'enquête publique) : 15 000 €

- Annonces légales (deux médias par département) : 15 000 €

**Détail du calcul de la subvention :**

La région Île-de-France finance 100 % de l'enquête publique du PNR.

## Localisation géographique :

ARRONVILLE	BUTRY-SUR-OISE
BERVILLE	VALMONDOIS
ENNERY	ABLEIGES
EPIAIS-RHUS	AVERNES
DROCOURT	CONDECOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT	COURCELLES-SUR-VIOSNE
GOMMECOURT	FREMAINVILLE
BRUEIL-EN-VEXIN	LONGUESSE
JAMBVILLE	SAGY
JUZIERS	SERAINCOURT
MEZY-SUR-SEINE	THEMERICOURT
OINVILLE-SUR-MONTCIENT	CHAUSSY
TESSANCOURT-SUR-	US
AUBETTE	VIGNY
VAUX-SUR-SEINE	AMENUCOURT
EVECQUEMONT	CHERENCE
FONTENAY-SAINT-PERE	HAUTE-ISLE
GAILLON-SUR-MONTCIENT	LA ROCHE-GUYON
GARGENVILLE	VETHEUIL
GUERNES	VIENNE-EN-ARTHIES
GUITRANCOURT	VILLERS-EN-ARTHIES
LAINVILLE-EN-VEXIN	AINCOURT
MONTALET-LE-BOIS	AMBLEVILLE
SAILLY	ARTHIES
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE	BANTHELU
BOISSY-L'AILLERIE	BRAY-ET-LU
BREANCON	BUHY
BRIGNANCOURT	LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARS	CHARMONT
CORMEILLES-EN-VEXIN	FROUVILLE
FREMECOURT	GENAINVILLE
GENICOURT	HODENT
HEDOUVILLE	MAGNY-EN-VEXIN
HEROUVILLE	MAUDETOUT-EN-VEXIN
LABBEVILLE	MONTREUIL-SUR-EPTE
LIVILLIERS	OMERVILLE
MENOUVILLE	RONQUEROLLES
NESLES-LA-VALLEE	SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
GRISY-LES-PLATRES	SAINT-CYR-EN-ARTHIES
HARAVILLIERS	SAINT-GERVAIS
LE HEAULME	WY-DIT-JOLI-VILLAGE
MARINES	
MONTGEROULT	
NEUILLY-EN-VEXIN	
SANTEUIL	
THEUVILLE	
VALLANGOUJARD	
LE BELLAY-EN-VEXIN	
CLERY-EN-VEXIN	
COMMENY	
GOUZANGREZ	
GUIRY-EN-VEXIN	
MOUSSY	
NUCOURT	
LE PERCHAY	
CHAMPAGNE-SUR-OISE	
PARMAIN	
AUVERS-SUR-OISE	

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/PNR

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de communication, éditions et annonces légales	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

## **Annexe 7 : Fiche projet Petites Villes de Demain**

**DOSSIER N° 23006617 - étude pré-opérationnelle pour la création d'un tiers-lieu - Brie-Comte-Robert**

**Dispositif** : Petites villes de demain (n° 00001265)

**Délibération Cadre** : CP2021-500 modifiée du 19/11/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041481-154001-1700

Action : 15400101- Fonds d'aménagement rural

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Petites villes de demain	28 475,00 € HT	35,07 %	9 987,00 €
Montant total de la subvention			9 987,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BRIE COMTE ROBERT

Adresse administrative : 2 RUE DE VERDUN  
77170 BRIE COMTE ROBERT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean LAVIOLETTE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : la réalisation d'une étude pré-opérationnelle pour la création d'un tiers-lieu

**Dates prévisionnelles** : 15 juin 2023 - 15 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'étude s'inscrit dans le cadre du programme, la commune sollicite un démarrage anticipé afin que le prestataire puisse débiter son travail de terrain dès la fin du mois de juin. Le bureau d'étude réalisera pendant l'été des enquêtes auprès des usagers afin d'aborder un public différent des périodes non estivales (touristes, entrepreneurs délocalisés, etc.)

**Description :**

étude pour la création d'un tiers-lieu hybride moteur de l'attractivité économique et touristique de la ville dans un bâtiment situé face au château :

- diagnostic des dynamiques socio-économiques et d'attractivité, état des lieux de l'offre existante
- analyse de la demande et des besoins des acteurs du territoire (entretiens, questionnaires en ligne)
- co-construction du projet avec les acteurs du territoire: type d'équipements et d'animation souhaités, usages
- étude d'aménagement et de gestion du bâtiment

**Détail du calcul de la subvention :**

Il est proposé d'engager le cofinancement de la Banque des territoires à hauteur de 9 987 € dans un plan de financement de 28 475 € HT, dont 5 réunions supplémentaires optionnelles non prises en compte (8 500 €), soit 35% du coût de la mission, en cofinancement avec la commune (65%).

**Localisation géographique :** BRIE-COMTE-ROBERT**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
étude pour la création d'un tiers-lieu	28 475,00	100,00%
Total	28 475,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (pour la banque des territoires)	9 987,00	35,07%
Commune de Brie Comte Robert	18 488,00	64,93%
Total	28 475,00	100,00%